



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du 21 JUIL. 2025

**fixant des prescriptions complémentaires relatif à l'exploitation
des installations de la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE
située ZI et Portuaire BP 32 à Marckolsheim (67390)
N° AIOT : 0006700643**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement notamment le titre 1^{er} ;
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment son article 2 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;
- VU le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 pour limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 octobre 2010 portant autorisation d'exploiter au titre des installations classées la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE à Marckolsheim ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 août 2021 portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations situées à Marckolsheim, zone industrielle et portuaire ;
- VU l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le courrier du 27 août 2024 de la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE présentant un plan d'actions visant à investiguer et mettre en place une surveillance sur la présence de substances PFAS/AOF dans les rejets ;
- VU le rapport en date du 07 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action interministériel publié par le Gouvernement le 4 avril 2024 vise à limiter les risques associés aux substances per- et polyfluoroalkylées (PFAS) ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action interministériel précité prévoit notamment des axes relatifs à l'acquisition des connaissances sur les méthodes de mesures, la dissémination et les expositions, l'amélioration et le renforcement de la surveillance des émissions des PFAS ;

CONSIDÉRANT que ce plan prévoit des actions visant à réglementer et réduire les rejets de PFAS dans l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous accréditation COFRAC en dates du 20 novembre 2023, du 19 décembre 2023 et du 24 janvier 2024, révèlent la présence de Fluor organique absorbable (AOF) en quantité significative dans les rejets aqueux de la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE. Néanmoins, les analyses n'ont pas montré la présence de PFAS ;

CONSIDÉRANT que la quantité d'AOF rejetée quotidiennement dans les eaux superficielles par la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE pourrait être susceptible de porter atteinte à l'environnement ;

CONSIDÉRANT dès lors, qu'il convient d'identifier l'origine de ces substances et d'en limiter les impacts sur l'environnement et la santé humaine ;

CONSIDÉRANT que l'établissement TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE a soumis un plan d'action visant à investiguer la présence d'AOF dans ses procédés de production ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 - Adoption du plan d'action

Le plan d'action présenté par la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE dont le siège social et le site sont situés ZI et Portuaire BP 32 à Marckolsheim (67390), visant à investiguer l'origine des émissions de Fluor organique absorbable (AOF) dans les rejets aqueux de l'établissement, d'en réduire les flux journaliers autant que possible et d'en assurer une surveillance appropriée aux enjeux sanitaires et environnementaux associés est adopté. Ce plan d'action inclut notamment :

- l'identification des sources de contamination et des procédés industriels éventuellement responsables de l'émission des AOF ;
- la mise en place d'une surveillance des paramètres PFAS et AOF sur les points de rejets de l'établissement suivant les conditions techniques prévues par l'arrêté du 20 juin 2023.

Article 2 - Surveillances des émissions d'AOF

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les paramètres PFAS et AOF sont recherchés dans les conditions techniques prévues par l'arrêté du 20 juin 2023 à une fréquence trimestrielle pour une durée de 2 ans sur les points de rejet suivants :

- sortie station.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai n'excédant pas 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

Article 3 - Surveillance complémentaire des PFAS/AOF

L'exploitant procède à la quantification des paramètres et substances listées en annexe I du présent arrêté.

Cette quantification s'impose sur les points suivants sur au moins 3 campagnes d'analyse :

- toutes les matières végétales utilisées sur le site ;
- prélèvement principal du site portant sur l'eau de forage du site.

Les résultats de ces campagnes sont transmis à l'inspection des installations classées par le biais de l'application GIDAF dans un délai n'excédant pas 1 mois à l'issue de la réception du rapport de mesures.

Article 4 – Mesures de suppression/réduction

Sur la base des résultats des investigations réalisées en application des articles qui précèdent, si des substances PFAS sont mises en évidence dans les rejets aqueux du site à la fin de la période de surveillance de 2 ans, l'exploitant sous 6 mois, réalise une étude technico-économique visant à identifier les solutions possibles de suppression ou de réduction des émissions de PFAS.

Article 5 - Modalités d'exécution, voies de recours

Article 5.1 - Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5.2 – Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5.3 - Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 5.4 - Mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5.5 - Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5.6 - Exécution

- La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- l'exploitant,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TEREOS STARCH & SWEETENERS EUROPE, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Sélestat-Erstein ;
- au maire de Marckolsheim.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale

Maxime AHRWEILLER ADOUSSO